

Semaine du développement africain

Table ronde des Gouverneurs des Banques Centrales africaines

Thème: Les politiques monétaires et de change et le poids et la viabilité de l'endettement de l'Afrique

3 Avril 2016, Addis Abeba, Ethiopie

Ouverture

La modératrice a donné le ton pour les discussions en rappelant aux participants que sur la base de la volatilité des marchés mondiaux et de la récession économique en Chine, l'année 2015 s'est révélée comme étant, financièrement, la pire année pour l'Afrique depuis 1980. La modératrice a précisé que les facteurs internes étaient également à l'honneur en plus des chocs externes, puisque la dette souveraine constitue un miroir de la santé des économies africaines. Elle a souligné le rôle essentiel des banques centrales dans la résilience face aux chocs externes ainsi que dans la prévision et la gestion des chocs financiers internes.

Dans son allocution de bienvenue, le Secrétaire Exécutif de la CEA a averti que la baisse soutenue des prix des matières premières favorise l'expansion économique dans certains pays et l'effet inverse dans d'autres. Cela est susceptible de modifier les relations structurelles mondiales et l'équilibre des taux de change réels à long terme, et de compliquer également les choix de politique de développement. Il a mis en exergue le rôle central de la politique monétaire dans la détermination des prix dans l'économie tout en soulignant le rôle crucial des banques centrales en tant que gardiennes de cette politique. Il a noté que l'utilisation de la monnaie et des politiques monétaires implique des compromis qui doivent être gérés soigneusement en vue de favoriser des impacts optimaux à long terme sur le développement. Il a insisté sur la disponibilité de différentes options de politique y compris les politiques mixtes qui pourraient être appliquées dans différents contextes nationaux tout en soulignant les défis communs auxquels sont confrontés les pays africains, tels que les contraintes structurelles, la vulnérabilité aux chocs externes et l'importance de construire des amortisseurs budgétaires et externes. Il a conclu en déclarant que la diversification et l'industrialisation restent le meilleur moyen à long terme pour les pays pour réduire leur vulnérabilité aux effets négatifs des chocs externes sur la croissance. Il a invité les banques centrales à s'aligner en matière de politique à l'agenda africain relativement à la transformation structurelle et à l'industrialisation.

Présentation

Outre la description des objectifs et des domaines d'intérêt de la table ronde, la présentation sur la politique monétaire et de taux de change et le fardeau et la soutenabilité de la dette en Afrique, a dépeint le contexte actuel de la croissance économique de l'Afrique ainsi que les défis majeurs de politique économique auxquels le continent est confronté de nos jours. Elle a rappelé les défis relatifs : au ralentissement économique mondial et aux booms et chutes des matières premières; à la présence de déséquilibres budgétaires croissants et de pressions inflationnistes entraînées par les contraintes sur l'offre domestique ainsi que les effets de la variation des taux de change; à l'incapacité des taux actuels de croissance économique à générer des emplois adéquats et favoriser des niveaux durables de réduction de la pauvreté; au besoin urgent de mobiliser des financements pour combler les déficits d'investissements en infrastructure qui menacent l'agenda de développement de l'Afrique. La présentation a également offert des solutions de politique et

des leçons, telles que la nécessité de donner la priorité au développement financier et aux institutions qui soutiennent, développent et régulent les marchés dans d'autres secteurs afin d'améliorer l'efficacité des signaux de la politique monétaire et leur transmission; la nécessité d'être conscient des effets négatifs des fluctuations des taux de change et de la nature des chocs externes sur l'efficacité des instruments disponibles de la politique monétaire; la nécessité de développer des marchés obligataires pour le financement à long terme et d'explorer de nouveaux instruments, tels que la finance numérique (qui a présenté un potentiel important en termes de développement des systèmes de paiement africains, d'amélioration de l'inclusion financière, de fourniture d'informations précieuses sur les habitudes d'épargne, et de contribution au développement global du marché financier).

Table ronde - Discussion I: *Orientation de la politique monétaire et de taux de change en Afrique*

La discussion a mis en exergue l'importance des facteurs économiques spécifiques qui conditionnent les choix des politiques monétaires et de taux de change en Afrique. Par exemple, dans un pays, la valeur astronomique des importations de produits alimentaires et manufacturés tend à approfondir le déséquilibre externe de telle sorte que la banque centrale choisit d'intervenir sur le marché des changes afin de minimiser la dépréciation de la monnaie nationale en vue de sauvegarder de la stabilité macroéconomique. Dans plusieurs cas, des réserves de change saines ont été un facteur important pour faciliter une telle orientation de politique économique et il y a eu un certain nombre d'exemples cités, où les banques centrales utilisent les réserves de change et budgétaires pour lisser la volatilité des taux de change. Dans d'autres cas, le rôle des politiques monétaires et de taux de change pour faire face aux chocs externes et endogènes a été actualisé à cause de l'instabilité politique prédominante qui avait appauvri les réserves de change et de l'incapacité à attirer les Investissements Directs Etrangers (IDE) et à emprunter à l'extérieur en raison de profils de risque défavorables.

Des mises en garde ont été soulevées contre le recours à la politique monétaire pour atteindre des objectifs impossibles au regard de l'efficacité limitée des instruments disponibles dans un environnement caractérisé par un double déficit de la balance des paiements et du budget, qui affaiblit la politique monétaire. Certains participants ont fortement argumenté leur position contre les interventions sur les marchés des devises préférant plutôt la sauvegarde du rôle crucial joué par les ajustements du taux de change comme un mécanisme de stabilisation en présence de déficits structurels dans l'économie. En outre, il a été soutenu que l'adoption d'une telle position offre la meilleure façon de sauvegarder le développement à long terme en éliminant les dangers de la baisse accélérée des réserves de change dans une tentative vaine de consolider des monnaies faibles. Dans ce contexte, les participants ont mis en garde contre l'idée courante stipulant que toutes les dépréciations monétaires sont nocives pour l'économie. Ce point de vue a lancé un vif débat sur la question suivante: de manière réaliste, les banques centrales peuvent-elles s'abstenir d'intervenir contre la dépréciation des monnaies face à la pression politique et publique? La prédominance budgétaire (et la prédominance politique) et de la pauvreté dans de nombreux pays africains ont été identifiées comme exerçant des pressions énormes en faveur des interventions monétaires et de l'accumulation de la dette souveraine. Il a également été noté que la politique de ciblage d'inflation offre généralement la marge de manoeuvre la plus aisée et flexible pour les banques centrales en Afrique à travers une gamme variée d'instruments disponibles. Ainsi, les banques centrales pourraient aisément s'appliquer à gérer ce type de politique monétaire.

Table ronde - Discussion II: *Fardeau de la dette et soutenabilité*

Ce segment a mis en relief les différences entre les économies africaines en termes de leurs histoires et expériences avec l'endettement, leurs fardeaux et leurs profils d'endettement actuels, et leurs capacités à accéder aux crédits multilatéral et bilatéral, ainsi que les risques associés à la structure et à la maturité modifiées des profils de la dette en Afrique. Par exemple, certains Gouvernements ont été confrontés à un surendettement extérieur significatif, alors que d'autres ne l'ont pas été soit à cause d'un choix de politique consistant à compter sur le crédit intérieur, soit à cause d'un profil de risque défavorable qui a nécessité une plus grande dépendance à l'égard du crédit intérieur. D'autres n'ont pas été admissibles dans le cadre de l'initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) ou d'autres initiatives similaires et ont dû mettre au point diverses stratégies pour rembourser leur dette historique. Alternativement, l'exemple des communautés économiques sous-régionales telles que les huit pays qui partagent une banque centrale commune en Afrique de l'Ouest, illustre non seulement, comment ce genre de coopération a privilégié l'endettement intérieur, puisque seulement deux des pays membres étaient en mesure de contracter de l'endettement extérieur mais aussi comment la banque centrale commune s'est mise à l'abri du problème de la prédominance budgétaire et politique. Les Gouvernements membres mobilisent ainsi des ressources par le biais des obligations souveraines sur le marché interbancaire et, la banque centrale prend la relève à travers le refinancement des banques commerciales.

Il y eut une brève discussion sur le bien-fondé de la dette intérieure par rapport à la dette extérieure. Certains participants ont estimé que la dette extérieure a été plus problématique dans le contexte de la faiblesse des monnaies africaines où la majeure partie des recettes d'exportation n'a pas été gagnée en devises fortes alors que les remboursements de la dette extérieure nécessitent des devises fortes. D'autres étaient d'avis que la dette intérieure représente le vrai miroir de la santé d'une économie. Il était tout à fait évident que les positions étaient très conditionnées par les facteurs spécifiques à chaque pays et qu'il y avait plus d'une réponse à cette question. Par ailleurs, le débat a inclus une discussion sur la question de savoir si les économies africaines possèdent des épargnes suffisantes pour justifier une priorité de la dette intérieure sur la dette extérieure. La perception selon laquelle la mobilisation des ressources domestiques a été limitée par la faiblesse de l'épargne en Afrique, a été remise en question. Il a été souligné qu'il y a une richesse d'épargne inexploitée détenue par des institutions telles que les fonds de pension en Afrique ce qui contredit cette perception populaire. Il a été noté que de nombreuses sources de crédit sont restées inexploitées en Afrique en raison d'un manque d'instruments appropriés pour exploiter le potentiel des épargnes. A ce titre, le succès des émissions obligataires domestiques dans des pays tels que l'Egypte et l'Ethiopie en constitue un exemple. Il a été recommandé d'élargir les efforts de mobilisation des ressources internes avec la prise en compte des instruments novateurs tels que le financement numérique et la réconciliation entre le secteur informel et le financement formel.

Il a été noté que la tendance dominante en Afrique est le recours à la dette souveraine qui est composée en majorité de la dette privée. Dans certains pays, selon des estimations, la dette privée représente jusqu'à 60 pour cent de la dette souveraine. Les banques centrales ont été sensibilisées sur les conséquences négatives potentielles provenant de l'accumulation importante de la dette privée car elle est associée à des périodes de maturité fondamentalement plus courtes avec très peu de perspectives de renégociation par rapport à la dette bilatérale et multilatérale.

Un nombre considérable de participants des banques centrales étaient d'avis que les banques centrales devraient activement se préoccuper des objectifs de développement. Aussi, il y avait une reconnaissance générale sur le fait que les Gouvernements chercheront à accumuler plus de dettes afin de financer les agendas de transformation structurelle. Dans ce contexte, des mises en garde ont émergées par rapport aux partenariats public-privé, qui ont contribué à élever un peu plus la dette publique en Afrique parce que les Gouvernements ont trop souvent étendu des garanties injustifiées au secteur privé sous les auspices de ces partenariats.

Table ronde - Discussion III: *Renforcement de la résilience pour gérer les chocs extérieurs dans les économies africaines*

La discussion a indiqué que sur la période antérieure à la crise de 2009, l'Afrique a fait des progrès notables dans le renforcement de la résilience économique, comme en témoigne l'amélioration de la gestion macroéconomique, les réserves accumulées, la réduction de la dépendance vis-à-vis d'une seule matière première, et des ratios d'endettement réduits. Cependant, les amortisseurs budgétaires ont été érodés dans de nombreux cas par de lourds investissements récents dans les infrastructures et les réponses anticycliques aux crises. En outre, il a été noté que le ralentissement économique mondial actuel était beaucoup moins favorable à l'accumulation de réserves, ce qui implique davantage de prudence lors de la contraction d'une dette souveraine.

Par ailleurs, la discussion a insisté sur le fait que la dette extérieure a été trop souvent contractée non pas pour financer des investissements de développement mais plutôt pour des questions budgétaires et politiques. Les pays ont été sensibilisés sur la nécessité de s'adapter à la nouvelle norme de la volatilité soutenue des marchés économiques et financiers en investissant dans des institutions solides permettant de faire face à ce nouvel environnement. La discussion a également revisité les tensions autour de l'utilisation des réserves de change pour défendre les devises, considérée comme une mesure à court terme selon les opinions exprimées. Dans ce contexte, des mesures de long terme pour la résilience économique ont été identifiées comme souhaitables pour affecter des changements structurels dans les économies africaines. Les participants ont convenu que la meilleure voie pour atteindre la résilience économique passe par la réalisation d'investissements productifs qui pourraient non seulement assurer le remboursement de la dette mais aussi assurer des réserves saines, ainsi que par une croissance continue dans le futur, soutenue par la diversification économique et la transformation structurelle. Ils ont également été unanimes sur l'importance de cibler la croissance inclusive et la restructuration des systèmes financiers pour réaliser cet objectif.

LISTE DES PARTICIPANTS

Table ronde des Gouverneurs des Banques Centrales africaines

Thème: Les politiques monétaires et de change et le poids et la viabilité de l'endettement de l'Afrique

3 Avril 2016, Addis Abeba, Ethiopie

PARTICIPANTS

1. Mr. Hallime Driss Boughida
Secretary General
Bank of Algeria
Algiers, **Algeria**
Tel: (+213) 21 23 9046
Email: secboughida@bank-of-algeria.dz
2. Ms. Annonciata Sendazirasa
Second Deputy Central Bank Governor
Central Bank of Burundi
Bujumbura, **Burundi**
Tel: (+257) 791 51 332
Email: a.sendazirasa@brb.bi
3. Mr. Augustin Riragendanwa
Chef Projet Système d'Information Bancaire
Banque de la République du Burundi
Bujumbura, **Burundi**
Tel: (+257) 79 902 576
Email: ariragendanwa@yahoo.fr
4. Mr. Jules Bondombe Assango
Vice-Gouverneur
Banque Centrale du Congo
Kinshasa, **République Démocratique du Congo**
Tel: (+243) 8181 134 444
Mobile: (+243) 81 813 44 44/99 997 09 69
Email: julesbondombe@yahoo.fr
5. Mr. Alain Malata Kafunda
Conseiller du Gouverneur
Banque Centrale du Congo
Kinshasa, **République Démocratique du Congo**
Tel: (+243) 814 563 370
Mobile: (+243) 829 902 012
Email: malatambk@yahoo.fr

6. Mr. Bagalwa Murhula
Conseiller au Cabinet du Gouverneur
Banque Centrale du Congo
Brazzaville, **République Démocratique du Congo**
Tel: (+243) 815 047 732
Email: bbagalwa@bcc.cd

7. Ms. Naglaa Nozahie
Assistant Sub- Governor
Central Bank of Egypt
Cairo, **Egypt**
Tel: +22 770 1338
Email: naglaa.nozahie@cbe.org.eg,
nnozahie@yahoo.com

8. Mr. Basiru A. Njai
First Deputy Governor
Central Bank of the Gambia
Banjul, **Gambia**
Tel: (+22) 996 0067
Email: bnjai@cbg.gm

9. Mr. Millison K. Narh
Acting Governor
Bank of Ghana
Accra, **Ghana**
Tel: (+233) 302 664 011
Mobile: (+233) 244 326 210
Email: millison.narh@bog.gov.gh

10. Mr. Thomas Esssel
Chief Manager
Bank of Ghana
Accra, **Ghana**
Tel: (+233) 244 173 072
Email: Thomas.essel@bog.gov.gh

11. Mr. Makan Doumbouya
Statistician Economist
Central Bank of Guinea
Conakry, **Guinea**
Tel: (+224) 620 861 327
Email: doumbouyamakan1@yahoo.fr

12. Mr. Felisberto Navalha
Director Research and Statistics
Central Bank of Mozambique
Maputo, **Mozambique**
Tel: (+258) 823 176 600
Email: felisberto.navalha@bancomoc.mz

13. Mr. Ismaila Dem
Director General Research
Central Bank of West African States (BCEAO)
Dakar, **Senegal**
Tel: (+221) 338 390 5000
Email: idem@bceao.int

14. Mr. Odera Ochan
Deputy Governor
Bank of South Sudan
Juba, **South Sudan**
Tel: (+211) 920 800 081
Email: jobalobejo@hotmail.com

15. Mr. Mohamed Ahmed Bushra Badawi
Assistant Governor
Economics and Policy Wing
Central Bank of Sudan
Khartoum, **Sudan**
Tel: (+249) 187 056 061
Mobile: (+249) 912 160 950
Email: bushrabadawi@yahoo.com

16. Mr. Jabulane C. Dlamini
Manager, Balance of Payments and International Affairs
Central Bank of Swaziland
Mbabane, **Swaziland**
Tel: (+268) 24 08 2000
Email: jabulaned@centralbank.org.sz

17. Dr. Louis Kasekende
Deputy Governor
Bank of Uganda
Kampala, **Uganda**
Tel: (+256) 414 341 223
Email: lkasekende@bou.or.ug

18. Dr. Bwalya K.E. Ng'andu
Deputy Governor, Operations
Bank of Zambia
Lusaka, **Zambia**
Tel: (+260) 211 226844/211 228888
Email: bngandu@boz.zm

19. Mr. Grivas Shimonde Chiyaba
Executive Assistant to Deputy Governor Operations
Bank of Zambia
Lusaka, **Zambia**
Tel: (+260) 211 226844/211 228888
Email: gchiyaba@boz.zm

20. Mr. Alex Chakufyali
Economist

Bank of Zambia
Lusaka, **Zambia**
Tel: (+260) 211 22 67 08
Email: achakufy@boz.zm

21. Dr Kupukile Mlambo
Deputy Governor
Reserve Bank of Zimbabwe
Harare, **Zimbabwe**
Email: dmungofa@rbz.co.zw

Directeurs exécutifs (FMI, Banque Mondiale, BAfD)

22. Mr. Regis O. N'Sonde
Senior Advisor to the Executive Director
International Monetary Fund (IMF)
Washington D.C., USA
Tel: (+001) 202 569 4821
Email: rsonde@imf.org

AMBASSADES

23. Mr. Ali A. O. Berbash
Political Advisor
Embassy of State of Libya
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (+251 11) 551 10 77
Mobile: (+251) 929 52 45 55
Email: addis.lyembassy@gmail.com

24. Mr. Abdul K. Kerem
Information Attaché
Sierra Leone Embassy
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (+251) 910 85 34 76
Email: akk23222@gmail.com

25. Mr. Joseph Chinyemba
First Secretary (Economic)
Zambia Embassy
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (+251) 949 46 09 32
Email: jochinyemba@yahoo.com

MEDIAS

26. Ms. Lerato Mbele (Moderator)

Presenter, Africa Business Report
British Broadcasting Corporation (BBC)
Johannesburg, South Africa
Tel: (+2711) 482 2305/7
Email: lerato.mbele@bbc.co.uk

27. Mr. Elvis Darko

Editor
The Finder Newspaper
Accra, Ghana
Tel: (+233) 243 168 704
Email: Elvdark@yahoo.co.uk

28. Mr. Wade Adama

Director
Financial Afrik
Dakar, Senegal
Tel: (+221) 77 111 2251
Email: adama.wade@financialafrik.com

Société Civile

29. Mr. Valentin Mbougoueng

Conseiller Spécial du Directeur Général
Directeur de la Rédaction
Groupe Fraternité Matin
Abidjan, Côte d'Ivoire
Email: Valentin.mbougoueng@fratmat.info
mbougoueng@yahoo.fr

30. Mr. Luckstar Miyandazi

Tax Power Campaign Africa Coordinator
Action Aid International
Nairobi, Kenya
Tel: (+254) 719 876 766
Email: luckystar.myandazi@actionaid.org

31. Ms. Oyinkansola Sadiq

Action Aid International
Lagos, Nigeria
Tel : (+234) 812 102 4174
Email : oyin.sadiq@gmail.com

Personnel de la CEA

32. Carlos Lopes

Executive Secretary

ECA
Addis Ababa, Ethiopia
Email: esece@uneca.org

33. Adam Elhiraika
Director
Macroeconomic Policy Division (MPD)
ECA
Mobile: (+251) 911 68 25 67/20 86 15
Email: aelhiraika@uneca.org

34. Bartholomew Armah
Renewal of Planning, MPD
ECA
Addis Ababa, Ethiopia
Email: barmah@uneca.org

35. Matfobhi Riba
Finance and Private Sector (FPSS), MPD
ECA
Addis Ababa, Ethiopia
Mobile: (+251) 927 34 66 29
Email: mriba@uneca.org

36. George Kararach
Governance and Public Sector Management (GPSMS), MPD
ECA
Addis Ababa, Ethiopia
Mobile: (+251) 946 65 42 81
Email: gkararach@uneca.org
37. Deresse Degefa
FPSS/MPD
ECA
Addis Ababa, Ethiopia
Mobile: (+251) 911 40 98 33
Email: ddegefa@uneca.org
38. Uzumma Erume
FPSS/MPD
ECA
Addis Ababa, Ethiopia
Mobile: (+251) 925 86 50 62
Email: uerume@uneca.org
39. Deniz Kellecioglu
Forecasting, MPD
ECA
Addis Ababa, Ethiopia
Mobile: (+251) 941 22 73 38
Email: dkellecioglu@uneca.org
40. Mr Ertan Atay
Associate Finance Officer
ECA
Addis Ababa, Ethiopia
Mobile : (+251) 912 159 001
Email: ataye@un.org
41. Susan Karungi
Fellow
GPSMS/MPD
ECA
Addis Ababa, Ethiopia
Mobile (+251) 940 25 70 53
Email: karungis@uneca.org
42. Jean Abel Traore
Fellow
FPSS/MPD

ECA
Addis Ababa, Ethiopia
Mobile: (+251) 946 41 43 66
Email: JAbleTraore@uneca.org